

Objet :  
Château d'Azay-le-Rideau

## ANNEXE 2 : PROJET DE CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

### Entre les soussignés :

Le Centre des monuments nationaux,  
établissement public à caractère administratif,  
domicilié à l'Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75186 Paris Cedex 04,  
représenté par sa Présidente, Madame Marie Lavandier

ci-après désigné le « Centre des monuments nationaux » ou « le CMN »,

d'une part,

Et :

[raison sociale]

[statut juridique : Association / Sociétés / commerçant...]

immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [Ville du registre], sous le numéro [n°],

domiciliée : [Adresse, Ville, Code Postal],

représentée par [à compléter]

ci-après désignée « le Contractant »,

d'autre part,

ci-après désignés séparément « la Partie » et ensemble « les Parties »

### Préambule

Par convention d'utilisation du 21 mai 2015, l'ensemble immobilier domanial dénommé « château d'Azay-le-Rideau » (ci-après « le Monument » ou « le domaine ») a été confié au Centre des monuments nationaux.

Par appel à manifestation d'intérêts publié le 5 février 2025 sur son site internet, sur la plate-forme PLACE et dans le journal d'annonces légales « La Nouvelle République » (date à définir), le Centre des monuments nationaux a lancé, conformément aux dispositions de l'article L.2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable pour la mise à disposition d'espaces situés au sein du château d'Azay-le-Rideau pour l'organisation et l'exploitation d'activités gastronomiques.

La société XXXX a déposé une offre (annexe 1) qui a été retenue par le CMN car jugée la plus avantageuse.

**Il est convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet d'autoriser le Contractant à occuper les espaces désignés à l'article 4 ci-après pour y exploiter des activités gastronomiques (cours de cuisine, ateliers culinaires ou œnologiques, animations de type : rallye gourmand).

**ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX OCCUPATIONS PRIVATIVES SUR LE DOMAINE DE L'ÉTAT**

**2.1.** La présente convention, conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public, est accordée au Contractant à titre strictement personnel et ne peut être cédée. Par dérogation aux dispositions des articles L.2122-6 et L.2122-14 du code général de la propriété des personnes publiques, le Contractant ne se voit consentir aucun droit réel sur les biens immobiliers qui lui sont mis à disposition en application de la présente convention.

**2.2.** La présente convention ne confère au Contractant aucun droit au maintien dans les lieux tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

**2.3.** Aucune sous-occupation des espaces désignés ci-après n'est autorisée sans l'accord du Centre des monuments nationaux. En outre, Il est formellement interdit d'exercer ou de faire exercer par qui que ce soit, aucune autre activité que celle autorisée à l'article 6.1.1, sauf à obtenir une autorisation écrite et préalable du Centre des monuments nationaux.

**2.4.** Le Contractant est responsable du public participant à ses activités. Il est entendu que le Contractant est le seul responsable de la bonne exécution de la présente convention et de tout dommage susceptible d'être causé au Centre des monuments nationaux.

**ARTICLE 3 : DURÉE DE L'AUTORISATION**

**3.1.** La présente autorisation entre en vigueur à compter du **2 mai 2025** pour une durée de trois ans. Elle arrive à échéance le **1<sup>er</sup> mai 2026**.

**3.2.** Elle peut être renouvelée sur décision du CMN par reconduction expresse par période annuelle, dans la limite de deux reconductions possibles maximum pour une durée de 1 an chacune, soit une durée totale de 3 ans maximum et un terme maximal au 1<sup>er</sup> mai 2028 (date d'évacuation des lieux). La reconduction sera formalisée soit par voie d'avenant soit par décision du CMN.

La décision de non-reconduction du CMN, pour quelque raison que ce soit, ne donne lieu à aucune indemnisation du Contractant.

La présente convention ne peut en aucun cas se renouveler par tacite reconduction.

**3.3.** En tout état de cause, les investissements du Contractant sont réputés amortis sur la durée ferme de la convention (hors renouvellement).

**ARTICLE 4 : DÉSIGNATION DES ESPACES**

**4.1.** Le CMN met à disposition du Contractant les espaces suivants au sein du château d'Azay-le-Rideau :

- Salle pédagogique (66 m<sup>2</sup>) du Monument pour les activités gastronomiques (cours, ateliers culinaires, etc.). Cette salle, située en dehors du circuit de visite du Monument, est utilisée dans le cadre de l'activité du Monument notamment pour l'accueil de scolaires. Son utilisation doit être réalisée en lien avec les équipes du Monument dans le respect de la procédure fixée à l'article 6.2 ci-après. Le plan de la salle pédagogique est présenté en **annexe 2**.
- Parcours de visite intérieur et/ou extérieur du Monument pour des animations liées à la gastronomie (par exemple, rallye gourmand ou rallye œnologique).

Les sanitaires de la salle pédagogique sont mis à disposition du Contractant et de ses clients. L'entretien et l'achat des consommables sont à la charge du Monument.

**4.2.** Le Contractant prend les lieux, qu'il déclare parfaitement connaître, dans l'état où ils se trouvent, sans aucun recours possible contre le Centre des monuments nationaux, et sans que ce dernier puisse être astreint, pendant la durée de la convention, à exécuter aucune réparation.

**4.3.** Un état des lieux est dressé contradictoirement, entre l'Administrateur et le Contractant, lors de l'entrée en jouissance des lieux, d'une part, et au terme de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, d'autre part.

Cet état des lieux est annexé à la présente convention (**annexe 3**).

En outre, en cas de constatation de dommages ou dégradation pendant la durée de la présente convention, le Contractant prévient sans délai l'Administrateur du Monument.

**4.4.** Concernant la salle pédagogique, le CMN ne prête pas de clés au Contractant, un agent du Monument étant chargé d'ouvrir puis de fermer la salle lors des utilisations par le Contractant.

## **ARTICLE 5 : AMÉNAGEMENTS ET TRAVAUX**

### **5.1. Dispositions générales**

Le château d'Azay-le-Rideau est classé parmi les monuments historiques. À ce titre, l'ensemble des aménagements et travaux susceptibles d'être réalisés dans les espaces désignés à l'article 4 doivent respecter les autorisations prévues par le code du patrimoine, le code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

Les installations susceptibles d'être réalisés par le Contractant pour les besoins de son activité sont soumis à l'autorisation préalable écrite du Centre des monuments nationaux représenté par l'Administrateur et l'Architecte Urbaniste de l'État, Conservateur du Monument et le cas échéant, des autorités compétentes.

L'ensemble des installations doit s'intégrer parfaitement à l'environnement patrimonial du Monument. Le Contractant apporte un soin tout particulier à la qualité de la réalisation des aménagements et des outils utilisés dans le cadre de ses activités.

Le Contractant répond de toutes les détériorations faites aux espaces mis à sa disposition, aux équipements et matériels mis à sa disposition par le Centre des monuments nationaux, survenues de son fait, du fait de ses préposés, de ses prestataires ou de sa clientèle.

Le CMN se réserve le droit de visiter les espaces mis à disposition ainsi que le droit de prescrire les travaux de remise en état qui seraient jugés nécessaires et d'en demander la mise en œuvre au Contractant ou d'en effectuer la mise en œuvre à ses frais.

## **5.2. Aménagements du Contractant**

**5.2.1.** Les aménagements souhaités par le Contractant doivent faire l'objet d'un accord préalable de l'Administrateur du Monument et de l'Architecte Urbaniste de l'État, Conservateur du Monument afin de vérifier la compatibilité du projet, sa bonne intégration au Monument et les contraintes techniques. Le matériel devra être en harmonie avec le Monument. Le Contractant s'engage à respecter toutes les prescriptions émises par le CMN (Administrateur et/ou Conservateur du Monument).

Ces aménagements sont réalisés sous la seule responsabilité du Contractant, à ses frais et dans le respect des consignes délivrées par le CMN.

L'installation du Contractant se fait sans modification des existants.

La salle pédagogique étant un espace partagé entre le Monument et le Contractant l'installation de ce dernier doit se limiter à la mise en place d'équipements et de matériels strictement nécessaires à l'exercice de son activité. Ses équipements doivent être facilement transportables de façon à ce que la salle pédagogique retrouve son aspect d'origine après chaque utilisation par le Contractant. Un constat en ce sens sera réalisé par l'agent du Monument chargé de fermer la salle pédagogique après utilisation par le Contractant.

Aucun espace de stockage n'est mis à la disposition du Contractant.

L'offre du Contractant (**annexe 1**) présente les aménagements techniques envisagés.

Le Contractant est tenu de veiller à ce que l'ensemble de ses installations et aménagements (y compris en ce qui concerne les équipements mis à disposition du Contractant par le CMN) soient dans le plus parfait état d'entretien et de propreté.

Les équipements techniques doivent se conformer aux puissances électriques délivrables, aux possibilités de branchement sur les réseaux d'eau et d'assainissement et être conformes aux réglementations et normes les régissant. Ils sont vérifiés, le cas échéant, par un bureau de contrôle (électricité). Le Contractant doit en assurer la protection (passe câbles, mises à distance...).

Le Contractant apporte l'ensemble du matériel nécessaire au bon déroulement de ses activités : matériel de cuisine (robots de cuisine), de cuisson (four électrique, plaques de cuisson électriques...), réception divers, linge... Il est entendu que l'ensemble du matériel doit être conforme aux normes françaises en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Le Contractant a interdiction d'utiliser tout mode de cuisson nécessitant des flammes.

L'ensemble des investissements réalisés par le Contractant doivent être assurés et amortis pendant la durée ferme du contrat par le Contractant, de telle sorte que ce dernier ne puisse prétendre, à ce titre, à aucune indemnité en fin de contrat.

### **5.2.2. Etablissement recevant du public**

**5.2.2.1.** Durant l'exécution de la concession, le Contractant est seul responsable de la mise en œuvre du respect des législations et réglementations relatives aux établissements recevant du public. Il conduit toutes les formalités administratives correspondantes et en rend compte à l'Administrateur du Monument.

**5.2.2.2.** L'exploitation de l'activité du Contractant est subordonnée à l'avis favorable des autorités compétentes et le cas échéant, à celui de la commission de sécurité. Un dossier de demande d'ouverture d'ERP sera à constituer. La constitution dudit dossier

revient au Contractant qui le transmet à l'Administrateur du Monument une fois finalisé. Des échanges entre l'Administrateur du Monument et le Contractant au cours de la constitution du dossier de sécurité sont indispensables, afin de s'assurer de sa pertinence et cohérence.

Le CMN se charge du dépôt de la demande du dossier auprès des autorités compétentes.

Le CMN ne pourra nullement être tenu responsable en cas de défaut d'obtention des autorisations nécessaires ou de retrait de ces dernières, ni en cas de défaut dans la conception du dossier.

Si l'avis des autorités compétentes était défavorable, la présente convention serait caduque et le Contractant devrait évacuer les lieux sans délai, sans indemnisation à quelque titre que ce soit.

Les aménagements sont réalisés sous la seule responsabilité du Contractant et à ses frais.

En cas d'acceptation, l'autorisation donnée sera annexée à la présente convention.

### **5.3. Mise à disposition de matériels appartenant au CMN au profit du Contractant**

Le CMN prête au Contractant les mobiliers et équipements suivants : tables (5), mange-debout (6), évier (1).

Ces équipements sont la propriété du CMN. L'entretien, les réparations ou le remplacement du matériel sont à la charge du Contractant.

### **5.4 Travaux du CMN**

Le Centre des monuments nationaux peut, à ses frais, pendant toute la durée de la présente convention, procéder à des travaux et aménagements de caractère immobilier sur les espaces désignés à l'article 4.

Le Contractant doit laisser pénétrer les ouvriers pour tous les travaux jugés utiles par le Centre des monuments nationaux. Ces travaux doivent gêner le moins possible les activités du Contractant. Néanmoins, à aucun moment le Contractant ne peut réclamer au Centre des monuments nationaux une indemnité pour les dommages, quelle qu'en soit la nature, qui pourraient résulter des travaux entrepris par ses services ou pour son compte.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXPLOITATION**

### **6.1. Activité autorisée**

**6.1.1.** Le Contractant est autorisé à exercer dans les lieux désignés à l'article 4 des activités gastronomiques sous forme d'ateliers, de cours de cuisine, d'animations culinaires ou œnologiques. Le Contractant fait son affaire à ses frais de l'obtention de la licence correspondante et de toute réglementation applicable.

Le Contractant est seul en charge de la commercialisation de son activité.

**6.1.2.** Le Contractant ne peut changer la destination des lieux mis à sa disposition, le Centre des monuments nationaux étant fondé, en ce cas, à résilier la présente convention aux torts du Contractant.

**6.1.3.** L'exploitation doit être assurée dans des conditions compatibles avec l'activité du Monument.

**6.1.4.** Sous réserve d'en avoir été préalablement informé par le Centre des monuments nationaux, le Contractant ne peut s'opposer à aucune des manifestations ponctuelles qui seraient organisées par le Centre des monuments nationaux ou par des tiers autorisés par ce dernier.

En cas d'événement exceptionnel nécessitant la fermeture du Monument et/ou de la salle pédagogique, l'Administrateur prévient le Contractant, lorsque cela est possible, au moins 48 heures à l'avance. Le Contractant est tenu de se conformer à cette décision, quelle qu'en soit la cause. Il ne peut prétendre à aucune indemnité.

## **6.2. Périodes d'exploitation et modalités d'organisation**

### **6.2.1. *Exploitation pendant l'ouverture du Monument pour les clients individuels et les groupes***

L'exploitation du Contractant est permise toute l'année pendant les heures d'ouverture du Monument, y compris pendant les vacances scolaires.

Avant toute validation auprès de ses clients, le Contractant doit impérativement s'assurer auprès du Monument de la disponibilité des espaces et de la possibilité d'accueillir les sessions aux dates et horaires souhaités. En effet, il est rappelé que la salle pédagogique n'est pas exclusivement réservée au Contractant et que son utilisation doit se faire en totale coordination avec le Monument.

Ainsi, le Contractant remet à l'Administrateur du Monument pour validation le planning prévisionnel d'occupation des espaces au moins 1 mois avant le début de chaque occupation précisant :

- le type d'activité : cours de cuisine, atelier, animation... ;
- les espaces souhaités (salle pédagogique ou parcours de visite intérieur/extérieur) ;
- la date et les horaires d'occupation ;
- le nombre d'ateliers par date d'occupation ;
- le client : individuel ou groupe.

Dès qu'une session est validée, le Contractant en informe le Monument (Marion Lanceleur, chargée de réservations à l'adresse [resa.azay@monuments-nationaux.fr](mailto:resa.azay@monuments-nationaux.fr)). Le Contractant confirme également le nombre de participants et l'horaire de session.

Toute modification de planning doit faire l'objet d'une validation de l'Administrateur du Monument.

### **6.2.2. *Exploitation dans un cadre événementiel hors ouverture du Monument : privatisation pour des groupes***

Dans le cadre de l'exercice de son activité dans un format événementiel, le Contractant peut être autorisé à exploiter les lieux en dehors des heures d'ouverture du Monument, sous réserve d'une part de l'accord écrit de l'Administrateur ou de son représentant et d'autre part du respect d'un délai de prévenance de 1 mois. L'accord de l'Administrateur est formalisé par écrit (courrier ou courriel).

Dans ce cas, conformément au décret n°2010-147 du 15 février 2010 fixant les modalités de rétribution des personnels relevant du ministère de la culture et de la communication et de ses établissements publics participant à l'organisation de manifestations au profit de tiers, le Contractant prend en charge des frais relatifs à la présence des agents de surveillance en dehors de leurs horaires de travail ou obligations de service.

Le Contractant s'acquitte de la somme correspondante dans un délai de 30 jours suivant la réception d'une facture du CMN.

**6.2.3.** Le Centre des monuments nationaux est libre d'accepter ou refuser une ou plusieurs dates proposées par le Contractant. Dans le cas où un refus serait donné, le Contractant ne pourra se prévaloir d'aucun recours contre le Centre des monuments nationaux.

**6.2.4.** En cas d'élément indépendant de la volonté du Contractant et entraînant une annulation d'une ou plusieurs dates d'occupation, le Contractant s'engage à prévenir l'Administrateur dans les meilleurs délais.

**6.2.5.** Le Contractant dispose d'une durée de 1 heure avant la première animation de chaque journée pour installer son matériel et 1 heure après la dernière animation de chaque journée pour procéder au démontage. Ces heures de montage/démontage doivent tenir compte des horaires de présence des agents dans le Monument.

**6.3.** De façon générale, le Contractant s'oblige à respecter l'affectation à l'usage du public du Monument.

Le Contractant est tenu d'accepter toute modification d'horaire ou toute décision exceptionnelle de fermeture du Monument, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

Le Contractant est responsable du comportement de son personnel et de sa clientèle. Aucune situation d'ivresse ou de comportement inapproprié ne sera tolérée au sein du Monument.

#### **6.4. Qualité des prestations– Offre – Tarifs**

**6.4.1.** Le Contractant s'engage à offrir au public des prestations à un niveau constant de qualité et correspondant aux attentes du public. Les tarifs proposés figurent en **annexe 1** dans l'offre du Contractant.

**6.4.2.** Le Contractant doit afficher les tarifs pratiqués de manière constante, et suffisamment visible du public.

En application de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, le Contractant doit remettre aux clients qui en font expressément la demande un ticket imprimé délivré par une caisse enregistreuse ou du matériel informatique.

**6.4.3.** Le Contractant consent aux agents du CMN, aux porteurs d'une carte d'abonnement CMN « Passion monuments » une réduction de **XX%** sur les prestations proposées.

Pour les agents du CMN, la réduction est accordée pour le porteur et un accompagnant, sur présentation de leur carte de service.

Pour les détenteurs d'une carte d'abonnement CMN « Passion monuments » (spécimens en **annexe 4**), le bénéfice de l'avantage est accordé au porteur de l'abonnement pour l'abonnement Solo, et au porteur et à son accompagnant dans le cas d'un abonnement Duo.

#### **6.5. Publicité - Enseignes**

**6.5.1.** Le Contractant s'interdit de diffuser, sur les espaces désignés à l'article 4, des messages à caractère publicitaire de toute nature, quel qu'en soit le support.

**6.5.2.** L'affichage d'enseignes et pré-enseignes, relatives à l'exploitation du Contractant, doit être soumis préalablement au Centre des monuments nationaux ou à toute autorité compétente, et ce, dans le respect des dispositions du code de l'environnement.

## **6.6. Surveillance, sécurité et propreté**

Le Contractant fait son affaire de la surveillance et de la sécurité sur les lieux de son exploitation. Il est seul responsable de la surveillance de ses installations y compris pendant les heures de fermeture du Monument.

En cas d'accident ou d'incident, le Contractant contacte directement les secours et informe le PC sécurité du Monument au 02 47 45 68 62 afin qu'il le guide sur place.

D'une manière générale, le Contractant s'engage à maintenir les lieux occupés, ainsi que ses installations et celles qui lui sont éventuellement mises à disposition par le CMN, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans le plus parfait état d'entretien et de propreté.

Le Contractant doit, pour toute opération de nettoyage et d'entretien, utiliser des produits biodégradables et adopter une démarche de tri sélectif dans la gestion des déchets.

Le Contractant doit assurer, chaque jour, le nettoyage et la collecte des déchets générés par son activité, sur les espaces désignés à l'article 4, et la mise en place de poubelles fonctionnelles sur ce même emplacement, sans aucun caractère publicitaire.

En aucun cas le Centre des monuments nationaux ne prend en charge l'enlèvement des déchets générés par l'activité du Contractant.

## **6.7. Démarche environnementale**

Pour la réalisation de ces activités, le Contractant privilégie un approvisionnement local et la mise en place de circuits courts.

Dans le cadre de ses activités, le Contractant adopte une démarche environnementale vertueuse afin que son activité ait le moins d'impact possible sur l'environnement, notamment par le soin apporté à la gestion des déchets ou encore à la gestion d'énergie.

De même, le Contractant sensibilise ses clients de sorte que les déchets provenant des activités du Contractant ne soient pas retrouvés disséminés au sein du Monument notamment en ce qui concerne la vente à emporter.

## **6.8. Gestion du personnel**

**6.8.1.** Le Contractant a l'obligation d'affecter à l'exploitation de l'activité un personnel d'excellente qualité en termes de compétences et de présentation et en nombre suffisant.

**6.8.2.** Le personnel du Contractant est entièrement à sa charge et sous sa responsabilité.

Il s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de sécurité des conditions de travail.



## **6.9. Réseaux – fluides**

Les frais liés aux fluides (énergie électrique, eau) sont compris dans la redevance annuelle à la charge du Contractant.

Le Contractant veille à appliquer les bonnes pratiques en termes de consommations énergétiques et à avoir une gestion sobre des espaces. Si le CMN relevait une consommation anormalement élevée provenant du Contractant, le montant de ladite consommation anormale serait refacturée au Contractant par décision unilatérale du CMN, ce qu'il déclare accepter.

L'installation de machines électriques liées à l'activité du Contractant doit tenir compte de la puissance indiquée par le compteur prévu à cet effet. Toute nouvelle installation doit être préalablement autorisée par le Centre des monuments nationaux. Ils seront vérifiés, le cas échéant, par un bureau de contrôle.

## **6.10. Tournages et prises de vues**

Toute demande d'un tiers d'occuper les espaces mis à disposition du Contractant pour des tournages, prises de vues ou autre doit être transmise au CMN, pour instruction.

## **ARTICLE 7 : OBSERVATION DES LOIS ET REGLEMENTS – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES**

**7.1. Le Contractant doit se conformer en tous points aux lois et règlements relatifs à son activité ou aux lieux qu'il est autorisé à occuper.** Il est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs au droit du travail. Lorsqu'il est donneur d'ordres ou maître d'ouvrage au sens de la législation relative au travail dissimulé, il s'assure du respect par ses cocontractants des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, conformément à l'article L. 8222-1 du même code. Il garantit le Centre des monuments nationaux contre tout recours à cet égard.

Le Contractant s'oblige à remplir toutes formalités administratives et de police, et à se pourvoir des autorisations administratives, présentes et à venir, nécessaires à l'exercice de son activité notamment auprès des services étatiques ou municipaux.

Le Contractant est seul responsable de l'accomplissement de ces formalités et du respect de toute la réglementation en vigueur, en aucun cas la responsabilité du CMN ne peut être recherchée.

**7.2. Le Contractant doit produire au Centre des monuments nationaux les documents attestant qu'il a effectivement satisfait à ses obligations avant son entrée dans les lieux.**

**7.3. Le Contractant et son personnel doivent se conformer à toute consigne et prescription même verbale, générales ou particulières, permanentes ou temporaires, en vigueur dans le Monument, données par l'Administrateur du Monument ou l'un des représentants du Centre des monuments nationaux.**

**7.4. Le Contractant est tenu de respecter les mesures d'hygiène et les normes sanitaires en vigueur, notamment en garantissant la chaîne du froid et/ou du chaud.**

## **ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES**

### **8.1. Redevance**

Le terme chiffre d'affaires est ci-après désigné « CA ».

Le calcul de la redevance variable est établi selon les documents comptables transmis par le Contractant au titre de l'article 8.2.

Au titre de l'activité autorisée dans le cadre de la présente convention, le Contractant s'engage à verser au Centre des monuments nationaux une redevance annuelle soumise à la T.V.A au taux en vigueur égale à **XX** % du CA H.T.

Quel que soit le montant du chiffre d'affaires H.T, le Contractant s'engage à verser une redevance minimale garantie annuelle égale à **XXXXX** € H.T soit **XXXXX** T.T.C.

## **8.2. Transmission des documents comptables**

Le Contractant transmet au Centre des monuments nationaux, au plus tard, le **XXXX** de chaque année, une attestation réalisée par un expert-comptable certifiant le chiffre d'affaires réalisé pendant l'année N-1 à la direction du développement économique et de la relation visiteurs, adresse courriel : [location@monuments-nationaux.fr](mailto:location@monuments-nationaux.fr).

À défaut de transmission de ladite attestation, le CMN se réserve la faculté d'établir une facture sur les bases des éléments en sa possession. Après réception du document, le CMN procède à une régularisation de la facturation.

Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit de demander au Contractant d'établir ses documents comptables selon une ventilation et une périodicité particulière.

## **8.3. Modalités de versement**

Le Contractant s'acquitte de la redevance en 2 versements :

- 1 versement de **XXXXX** euros T.T.C correspondant à la redevance minimale garantie le **XXXXX** ;
- un 2ème versement correspondant au solde de la redevance dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une facture du Centre des monuments nationaux.

Les versements sont effectués par chèque ou virement bancaire ou postal, à l'ordre de l'agent comptable du Centre des monuments nationaux au compte suivant :

**DRFIP Paris/Ile-de-France**  
**IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0067 980**  
**BIC : TRPUFRP1**

En cas de retard dans le paiement d'un terme, la redevance échue porte intérêts de plein droit au taux légal majoré de cinq points sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard (les fractions de mois sont négligées pour le calcul de ses intérêts).

## **ARTICLE 9 : IMPÔTS ET TAXES**

Le Contractant doit supporter seul, tous les impôts et taxes afférents à l'exploitation : licences, charges sociales, redevances, taxes et impositions de toute nature.

Le Contractant doit s'acquitter, en sus de sa redevance, toutes les contributions, y compris l'impôt foncier et les taxes de toute nature, établies ou à établir, frappant le sol et les constructions, alors même qu'elles seraient mises à la charge du propriétaire par la loi.

## **ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCES**

**10.1.** Le Contractant est entièrement et exclusivement responsable de tout accident, dégât ou dommage de toute nature pouvant résulter de son activité, et/ou de son

personnel, et/ou de sa clientèle et causés aux espaces mis à disposition, aux biens et aux personnes.

Il s'engage à garantir le Centre des monuments nationaux contre tous les recours qui seraient intentés directement contre lui à l'occasion de l'exécution de la présente convention et à supporter tous les frais et indemnités pouvant en résulter.

**10.2.** Le Contractant s'engage à souscrire, auprès d'une compagnie d'assurance agréée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel, toute assurance nécessaire à l'exercice de son activité et notamment :

- garantie responsabilité civile couvrant les dommages corporels (sans limitation de somme);
- et les dommages matériels pour un minimum de 3 000 000 €.

Une copie de ces polices doit être communiquée au Centre des monuments nationaux ou à l'Administrateur du Monument au plus tard **15** jours après la signature des présentes. Le Contractant fournit, à première demande du Centre des monuments nationaux, copie des justificatifs du paiement régulier des primes d'assurance.

**10.3.** En aucun cas la responsabilité du Centre des monuments nationaux ne peut être recherchée, y compris par les assureurs du Contractant, pour quel que dommage que ce soit, à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 : CONTRÔLE**

**11.1.** Le Contractant est tenu d'accepter toute visite et inspections des services sanitaires ou de sécurité ainsi que de toute personne compétente et du Centre des monuments nationaux.

Le Contractant est tenu de tenir à disposition de ces personnes et à tout moment ses documents comptables, administratifs ou fiscaux.

**11.2.** Le Centre des monuments nationaux peut, à tout moment et sans en référer au Contractant, procéder à tout contrôle en vue de veiller à la conservation des espaces mis à disposition, à la bonne exécution des conditions générales et particulières de la présente convention ainsi qu'au respect des lois et règlements :

- soit par lui-même ;
- soit par un tiers dûment mandaté par lui (notamment un comptable agréé) ;
- soit en faisant appel aux administrations de contrôles (répression des fraudes...).

#### **ARTICLE 12 : PÉNALITÉS**

En cas de non-respect par le Contractant d'une des obligations inscrites dans la présente convention, le Centre des monuments nationaux se réserve la possibilité de mettre à sa charge les pénalités suivantes qui ne sont pas plafonnées et peuvent se cumuler :

- en cas de non-respect par le Contractant d'une obligation ci-avant présentée et huit jours calendaires après l'envoi d'une mise en demeure restée en tout ou partie infructueuse, une pénalité égale à 100 € par jour calendaire est appliquée jusqu'à la parfaite exécution de l'obligation concernée ;
- en cas de non-respect par le Contractant d'une obligation ci-avant présentée et encadrée par un délai, une pénalité égale à 100 € par jour calendaire est appliquée jusqu'à la parfaite exécution de l'obligation concernée sans mise en demeure préalable.

Dans tous les cas, le CMN se réserve, en outre, la possibilité de demander réparation du préjudice subi.

#### **ARTICLE 13 : RÉSILIATION**

**13.1.** La présente convention peut être résiliée à l'initiative du Contractant, en respectant un préavis d'un mois en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Les sommes versées à quelque titre que ce soit par le Contractant restent acquises au CMN, sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Le Contractant reste redevable de la redevance prévue à l'article 9 au *prorata temporis* de son occupation et des éventuels frais de remise en état.

**13.2.** La présente convention peut être résiliée pour faute par le Centre des monuments nationaux en cas de manquement par le Contractant à ses obligations contractuelles.

La résiliation intervient dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure restée sans effet du Contractant de se conformer à ses obligations, parvenue par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à la jurisprudence administrative, en cas de manquement grave auquel le Contractant ne peut remédier, la résiliation peut être prononcée sans mise en demeure préalable.

Les sommes versées à quelque titre que ce soit par le Contractant restent acquises au CMN, sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues. Cette décision ne donne droit à aucune indemnisation du Contractant.

**13.3.** La présente convention peut être résiliée par le Centre des monuments nationaux dans le cas où un motif d'intérêt général ou de force majeure le justifie. Cette dernière est résiliée dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette décision ne donne droit à aucune indemnisation du Contractant.

#### **ARTICLE 14 : FIN DE L'AUTORISATION**

**14.1.** Le Contractant, en fin de convention, permet au Centre des monuments nationaux ou à un tiers autorisé par lui de faire visiter les espaces désignés à l'article 4 de la présente convention.

**14.2.** Au terme de la convention ou à sa date de résiliation, le Contractant doit évacuer les lieux dans un délai de dix jours.

Les aménagements mobiliers réalisés par le Contractant pour les besoins de son activité restent sa propriété au terme de la présente convention.

**14.3.** Les lieux doivent être remis en parfait état d'entretien et les frais de remise en état pouvant s'avérer nécessaires sont à la charge exclusive du Contractant.

Faute pour lui de satisfaire à cette dernière condition, le Centre des monuments nationaux peut faire exécuter tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux, aux frais, risques et périls du Contractant, lequel ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les dommages ou dégradations constatés dans les lieux sont à la charge du Contractant, à l'exception de ceux qui auraient une cause étrangère à l'exploitation ou à l'occupation des locaux, à charge pour le Contractant d'en apporter la preuve.

#### **ARTICLE 15 : SIGNATURE ELECTRONIQUE**

La présente convention peut être signée par voie électronique conformément aux articles 1366 et 1367 du code civil, et ce par l'intermédiaire de la plateforme <https://simply-cosi.luxtrust.com> mise à disposition par le CMN.

Dans ce cadre, les Parties :

- reconnaissent que le présent acte est conclu sous la forme d'un écrit électronique, conformément aux dispositions de l'article 1366 du code civil, et signé électroniquement au moyen d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien entre chaque signature avec l'acte auquel elles s'attachent, conformément aux dispositions de l'article 1367 du code civil ;
- reconnaissent que le présent acte a la même force probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du code civil et qu'il pourra leur être valablement opposé ;
- reconnaissent à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du présent acte par le service ci-dessus désigné ;
- reconnaissent que (i) l'exigence d'une pluralité d'originaux est réputée satisfaite lorsque le présent acte signé électroniquement est établi et conservé conformément aux articles 1366 et 1367 du code civil et que (ii) ce procédé permet à chaque Partie de disposer d'un exemplaire sur support durable ou d'y avoir accès, conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil.

Pour les besoins du présent article, « signature électronique » désigne tout procédé technique conforme à la réglementation applicable en vigueur à la date de signature de la présente convention.

#### **ARTICLE 16 : LITIGES**

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèvent du tribunal administratif de Paris.

#### **ARTICLE 17 : ANNEXES**

La présente convention comprend les annexes suivantes :

- annexe 1 : offre du Contractant
- annexe 2 : plan de la salle pédagogique
- annexe 3 : état des lieux
- annexe 4 : spécimens « passion monument »

Pour le Contractant,

Pour le Centre des monuments nationaux, sa  
Présidente,

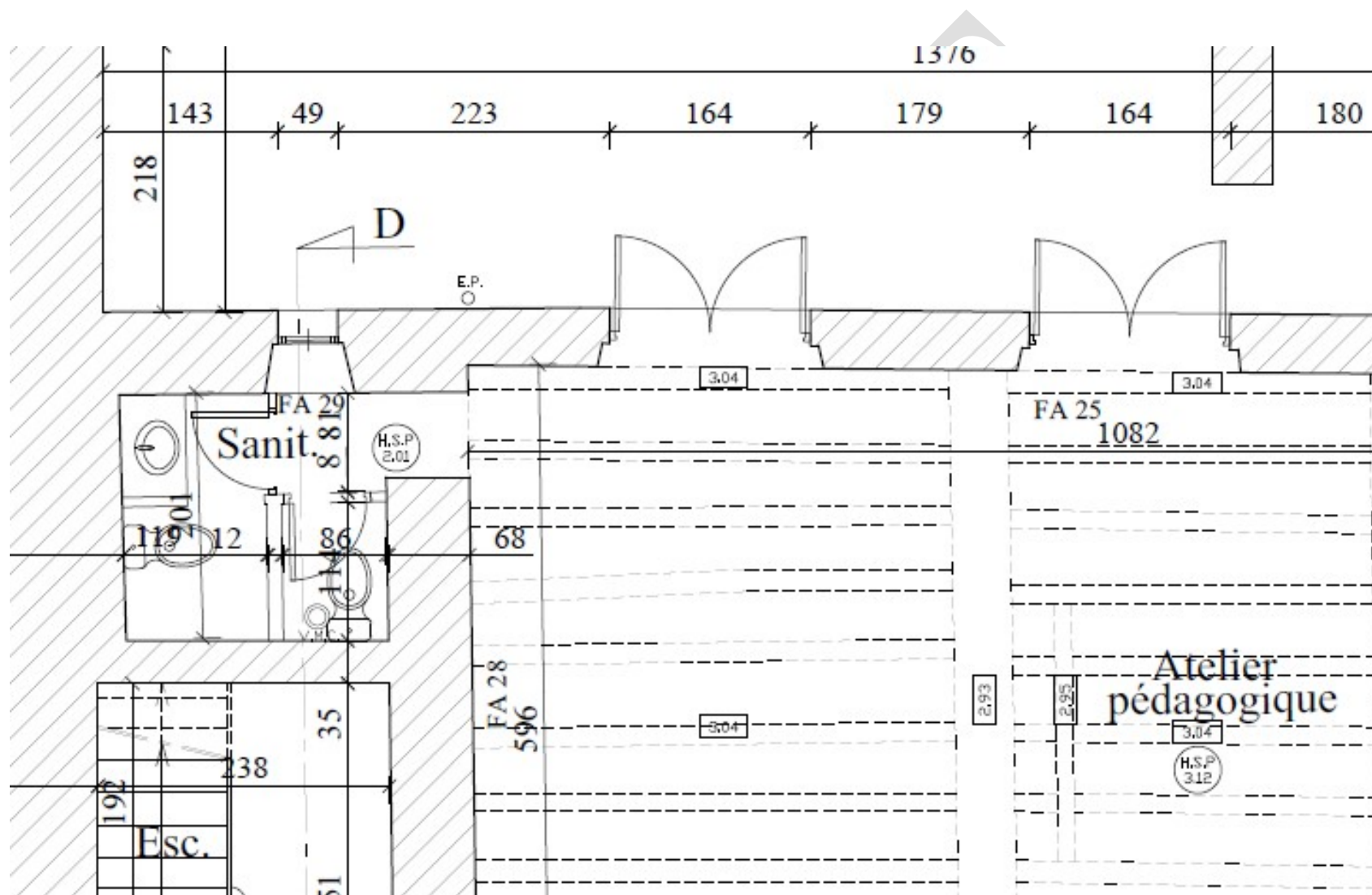
xxxx

Madame Marie Lavandier

**Annexe 1 : offre du Contractant**

PROJET

**Annexe 2 : plan de la salle pédagogique**



**Annexe 3 : état des lieux**

PROJET



Annexe 4 : spécimens « passion monument »

CARTE PHYSIQUE

RECTO



VERSO

*Solo*

ACHBERGER

Susanne

Abonnement SOLO

*Duo*

ACHBERGER

Susanne

Abonnement DUO

E-CARTE DEMATERIALISEE

*Solo*

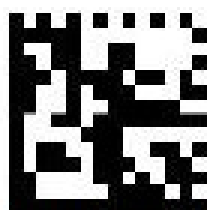
Centre des monuments  
nationaux

Abonnements Passion monuments

Abonnement Passion monuments - DUO : 70,00 €

Date de début de validité : 23/05/2023

Titulaire de l'abonnement : Moët Jeanne



N° 75756001370798



Date d'achat : 23/05/2023  
Abonnement Passion

Billet ni repris ni échangé  
2314347756000400087 :



**PASSION MONUMENTS**

Profitez d'un **accès illimité à + de 80 monuments**  
et d'avantages exclusifs **pendant**

votre



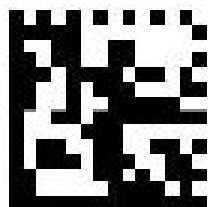
## Centre des monuments nationaux

### Abonnements Passion monuments

Abonnement Passion monuments - DUO : 70,00 €

Date de début de validité : 23/05/2023

Titulaire de l'abonnement : Moët Jeanne



N° 75756001370798

Date d'achat : 23/05/2023

Abonnement Passion

Billet ni repris ni écha

2314347756000400087 :



Profitez d'un **accès illimité à + de 80 r**  
et d'avantages exclusifs **pendant**

votre

PASSION  
MONUMENTS